

Halte aux attaques et à la régression sociale !



Il y a quelques semaines le Premier Ministre prononçait, devant l'Assemblée Nationale, son discours de politique générale.

Les mesures annoncées à cette occasion démontrent que la vie quotidienne des salariés ne va pas s'améliorer. Bien au contraire. Ces dernières vont accroître les inégalités et rendre les fins de mois encore plus difficiles.



Le gouvernement et le Président SARKOZY montrent leurs vrais visages en faisant des cadeaux supplémentaires aux capitalistes de ce pays.

Cadeaux fiscaux (coût de l'opération 15 milliards d'euros) et exonération massive de cotisations sociales pour le patronat et les riches, stagnation, voire même régression du pouvoir d'achat et taxes supplémentaires pour les pauvres.



Les premières décisions tombent. Elles aggravent toutes le quotidien des salariés, des retraités et des chômeurs.

Stagnation du SMIC, franchises médicales et TVA « sociale », réécriture du code du travail, ouverture des commerces le dimanche, suppressions massives d'emploi dans la Fonction publique et en particulier au sein de l'éducation nationale, service minimum et à travers cette mesure atteinte au droit de grève, refonte de la carte judiciaire et attaque contre les prérogatives des conseillers Prud'hommes et de l'institution même, autonomie des universités qui va frapper une nouvelle fois les couches populaires.



Il est temps d'agir pour que nos revendications soient satisfaites :

- Pour gagner plus en travaillant mieux avec un emploi pour tous.
- Pour des augmentations de salaires sans être contraints de travailler plus ;
- Pour des embauches et la requalification des contrats précaires ou à temps partiel en contrat en CDI à temps plein ;
- Pour l'amélioration des conditions de travail ;
- Pour le maintien et le développement du Service public.

Le 7 septembre 2007, se tiendra à Strasbourg un Conseil des ministres. Les mêmes qui sont responsables de nos maux et de la régression sociale, débattront de notre avenir sans pour autant écouter nos légitimes revendications.

Afin qu'ils nous entendent, les Organisations syndicales signataires appellent tous les militants et salariés à un rassemblement.

RASSEMBLEMENT vendredi 7 sept. - 12h
Place de la République - Strasbourg